

Février 2026

8 mars : toujours Féministes !

Des fois on a l'impression de radoter... Et tombe un rapport ou une étude qui viennent nous conforter dans le fait que la lutte pour les droits des femmes est toujours et encore d'actualité, que rien n'est gagné et que les mentalités ne sont pas encore à la hauteur de la nécessaire égalité...



Entre autres [le dernier rapport du Haut conseil à l'égalité](#). Ce rapport identifie deux formes de sexisme. Le premier, le sexisme paternaliste, véhicule des normes rétrogrades sur le rôle des femmes dans la société, entérinant de ce fait des discriminations sexistes. Le second, le rapport le qualifie de **sexisme hostile, reconnaissable à sa violence et à son hostilité envers les femmes et peut inclure des attitudes agressives ou dévalorisantes**. Il s'inquiète également, et nous avec, de la menace masculiniste, un sexisme hostile qui s'accompagne de regroupements idéologiques

et plus seulement d'attitudes individuelles. Attitudes que l'on retrouve, quelle surprise !, principalement sur les réseaux sociaux : **le cybersexisme est la première forme de discours de haine en ligne, avec 84 % de victimes femmes**.

Plus près de nous, lors de l'examen du Rapport Social Unique (RSU) ministériel et de centrale ([voir notre article dans le Coup de griffe de décembre dernier](#)) et lors du bilan des Lignes Directrices de Gestion (LDG), **Solidaires Bercy** et **Solidaires Finances** ont relevé tout le travail qu'il reste à faire pour espérer atteindre l'égalité dans les salaires et dans les déroulements de carrières. Et pourtant, les mesures correctives nécessaires en matière d'inégalité salariale ne sont toujours pas à l'ordre du jour !

Voilà pourquoi nous serons mobilisées [le 8 mars 2026](#) avec l'ensemble des mouvements féministes !

Actualités

ASA Familiales en péril

La DGAFP a présenté un projet de modification des Autorisations Spéciales d'Absence familiales. Encore un coup de rabot sur nos droits : l'objectif étant de réduire le nombre de jours de garde d'enfant malade et de le **rendre variable en fonction de l'âge de l'enfant**. Non seulement il faut maintenir nos droits, mais il faut aussi améliorer l'existant et créer de nouvelles ASA pour mieux articuler vie professionnelle et vie personnelle (par exemple, pour le congé hormonal !).

À suivre !

A vos agendas : l'utilisation de l'IA en question

L'IA est de plus en plus présente dans nos métiers, dans nos façons de travailler. Prenons collectivement le temps de nous interroger sur les conséquences de ces changements : **Solidaires Bercy vous propose une réunion d'informations le 24 mars de 12h30 à 14h** pour échanger et partager nos préoccupations.

Et toujours : venez nous voir !

Solidaires Bercy tient une permanence à l'Atrium tous les mardi (salle 1359). L'occasion de partager un café ou un thé et d'échanger avec vous. N'hésitez pas : la porte vous est ouverte !

On nous enlève le pain de la bouche !

Le prix de la cantine a augmenté en début d'année et le premier pain jusqu'à présent gratuit est facturé 0,20 €. Augmentation inacceptable alors que notre pouvoir d'achat régresse, sans aucune perspective d'augmentation !

Solidaires Finances a obtenu un réexamen des comptes de l'association en vue de revoir cette hausse.

Comment fonctionne la tarification ?

Pour la tarification au plateau, le prix payé dépend de l'indice (MEF 1 à MEF 6) avec trois formules.

Mais il y a des différences de tarification entre les restaurants de Bercy. Pour la tarification au plat, uniquement pratiquée à titre expérimental dans les restaurants Diderot, Daumesnil et Reuilly, le prix est composé d'un droit d'entrée, variable selon l'indice, et du prix du plat choisi, réparti en trois catégories et trois tarifs. Dans les deux cas, les agent.es bénéficiaires des tarifs MEF1 et MEF2 perçoivent une subvention de 1,62 € déduite du montant du repas.

Mais alors la tarification au plat c'est plus cher ?

Ben, ça dépend de ce que vous mangez...

Sur la base d'un tarif MEF2 (indices entre 436 et 539), à Diderot, Reuilly ou Daumesnil, avec la tarification au plateau, le menu entrée/plat/dessert, en prenant des plats du tarif 2, revient à 5,40 €. Alors que, avec la tarification au plateau, le prix est de 4,37 € et permet d'accéder à toutes les gammes de plat. Et dès qu'il s'agit des plats les plus chers, un menu entrée/plat/dessert revient à 7,27 € dans les restaurants Diderot, Daumesnil et Reuilly au lieu de 4,37 € à Sully ou à Chevaleret. Quand on va au resto, on s'attend, c'est normal, à payer plus ou moins cher en fonction du produit. Dans un restaurant administratif, à but social, ces fluctuations de prix ne sont ni adaptées, ni acceptables.

En plus comme l'affichage n'est pas toujours très clair, on peut avoir de mauvaises surprises à la caisse ! Pour payer à peu près la même chose au plat et au plateau, à 1 euro près, il faut donc se résigner à ne pas prendre les plats du tarif 3 proposés à Diderot, Daumesnil et Reuilly.

Et les syndicats dans tout ça ?

Solidaires Finances demande la fin de la tarification au plat et intervient régulièrement pour que soient respectées les obligations d'affichage : tarifs, composition exacte des plats...

Opération cartons à l'Atrium

Prévu à partir de septembre 2026 et devant s'étaler jusqu'à la fin de l'année, ce déménagement concerne près de 400 agent.es. Ça n'est donc pas rien ! La raison de ce déménagement peut s'entendre : un bail de 8 millions d'euros et des locaux pas très adaptés. On ne peut s'empêcher d'avoir **des craintes et des interrogations**. Comme souvent dans ces cas-là, les plus informée.es et consulté.es sont les chef.fes de bureaux, de services... Charge à elles et eux de faire « redescendre » les explications aux agent.es.

C'est souvent dans cette transmission que le bât blesse : comment sont répercutées les consignes et explications ? Et dans l'autre sens, **comment sont transmis les desideratas des agent.es ?**

Le déménagement de l'Atrium ne fait pas exception à la règle : la circulation de l'information, ou plutôt la mauvaise circulation de l'information, suscite des craintes. La plus grande, souvent exprimée dans les cas de déménagement, est celle des *open spaces*. À juste titre. Les textes ministériels et interministériels, les annonces gouvernementales en matière d'immobilier de l'Etat disent bien que **l'important c'est de diminuer le nombre de mètres carrés** dédiés aux bureaux, donc un nombre de mètre carré par agent.e en baisse.

Comment concilier les différentes façons de travailler, le besoin de concentration, les nuisances sonores liées aux plateaux ? Toutes ces questions ont été posées lors de la réunion organisée par **Solidaires Bercy** à l'Atrium et seront **relayées dans les instances de dialogue social**.

Et au-delà du cas de l'Atrium, les revendications de **Solidaires Bercy** en matière de qualité de vie au travail restent que chaque agent.e doit pouvoir travailler dans les meilleures conditions possibles : confort (y compris thermique), calme, sans négliger les aspects esthétiques. **On en reparlera forcément dans le cadre de Bercy demain...**

En direct du CSA...

Dans les dossiers qui sont présentés aux représentant.es du personnel, il y a, encore et toujours, des réorganisations... Le CSA-C du mois de mars ne fera pas exception à la règle avec deux services concernés. Thèse et antithèse. Pour SRH2, il semble (mais comme le diable est dans les détails on reste prudentes !) que le travail d'information des agent.es a été plutôt bien fait : réunions, concertations, entretiens... À l'inverse au Sircom, les agent.es ont le sentiment d'être mis.es devant le fait accompli et traité.es comme des pions !

À chaque réorganisation, l'administration tient le même discours : « ce n'est pas grand-chose, c'est du bon sens, peu d'agent.es sont concerné.es... »

Solidaires Bercy, à l'inverse, pense que ces changements, aussi anecdotiques soient-ils, ont un impact sur les conditions de travail... À l'heure où la santé mentale est (enfin !) prise en compte dans le monde du travail, il serait temps de se rendre compte des effets de ces réorganisations sans fin !